

VILLE DE  
**Saint-malo**  
Centre Communal  
d'Action Sociale

**EXTRAIT : QUESTION N° 05**

**Des délibérations du Conseil d'Administration**

**Du Centre Communal d'Action Sociale**

**De la Ville de Saint-Malo**

---

Affiché le 12 mai 2025

**Séance du 28 avril 2025, à 18H30**

Nombre d'Administrateurs en exercice : 16

Nombre de pouvoirs : 0

Nombre d'Administrateurs présents : 13

Quorum : 8

Date de transmission de l'Ordre du jour et des rapports : 23 avril 2025

**Membres présents** : Monsieur LURTON – Madame LEPRIZE – Madame TRONEL – Monsieur LAMBERT – Madame DANINO-SOISSON – Madame KRAUSS – Madame MOREAU – Madame LEGAGNE (Q.3 à Q.9) – Madame GERVAIS – Monsieur HEISSAT – Monsieur LEFILLEUL – Madame MERCIER – Madame VEYRIER.

**Absents, excusés et pouvoirs** : Madame CRANCE – Madame LEGAGNE (Q.1 à Q.2) – Monsieur CANNEVA – Madame GUERIN.

**Président** : Monsieur LURTON

**Secrétaire** : Monsieur THIERRY

**05- TRANSFERT D'IMMOBILISATIONS DE LA PETITE ENFANCE  
AU BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE  
Ajustement sur deux immobilisations**

Par délibération en date du 20 juin 2022 le Centre Communal d'Action Sociale de Saint-Malo a validé le principe du transfert de la compétence Petite Enfance à la Commune de Saint-Malo à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Ce transfert de compétence s'est accompagné d'une cession des biens afférents.

En effet, aux termes de l'article L. 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006 : « *Les biens des personnes publiques mentionnées à l'article L. 1, qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.* »

Ces dispositions qui dérogent à l'inaliénabilité de principe des biens publics, permettent le transfert de propriété d'emprise et de biens relevant du domaine public entre collectivités, sans qu'il y ait d'interruption du service public dont elles constituent le support.

Le Centre Communal d'Action Sociale et la Ville de Saint-Malo étant d'accord sur les modalités d'une cession amiable et gracieuse dans le but de permettre la continuité du fonctionnement des services publics dédiés, une délibération en date du 31 janvier 2023 a permis d'acter la cession.

Pour autant deux biens ont été oubliés, qu'il convient de régulariser aujourd'hui.

Cette opération se comptabilise par une opération d'ordre non budgétaire avec un débit au compte 1021, dans la limite du solde créditeur, et un crédit au compte 2031.

Le solde du compte 1021 du BP du CCAS étant à zéro, il convient de procéder en utilisant le compte d'opération d'ordre le plus proche, soit le 1068.

Ainsi, il est proposé de procéder au transfert des deux immobilisations par un débit au 1068 et un crédit au 2031, selon les modalités financières suivantes :

Immobilisation	Débit au compte 1068	Crédit au compte 2031
414ET	531,39 €	531,39 €
416ET	185,86 €	185,86 €

En conséquence, il est proposé au Conseil d'Administration d'adopter le projet de délibération suivant :

**Le Conseil d'administration,  
Après avoir délibéré,**

**APPROUVE**

La cession par le CCAS à la Ville de Saint-Malo des deux biens ci avant désignés.

**AUTORISE**

Monsieur le Comptable Public à procéder par opération d'ordre non budgétaires et à effectuer un prélèvement sur le compte 1068 pour régulariser le compte 2031.

**AUTORISE**

Le Président ou la Vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire.

**ADOpte**

À l'unanimité des membres présents, ou représentés, pour 13 voix.

**Par délégation,  
La Vice-Présidente,**



**Sophie LEPRIZÉ  
Adjointe au Maire**